

Bulletin du FMI

POINT DE PRESSE DES GOUVERNEURS AFRICAINS

L'Afrique est exposée à «des risques considérables» du fait du ralentissement économique mondial

Bulletin du FMI en ligne
25 septembre 2011



Port de Dar es Salaam (Tanzanie) : les pays africains sont plus interconnectés que jamais avec leurs voisins et les marchés à l'exportation (photo FMI)

- L'Afrique pourrait souffrir plus encore du ralentissement actuel que de la précédente crise
- Les pays africains n'ont guère de marge de manœuvre pour amortir les effets d'une nouvelle crise
- Les autorités envisagent divers moyens de remédier au déficit d'infrastructures et d'accroître la sécurité alimentaire

Les pays d'Afrique sont exposés à des risques considérables du fait du nouveau ralentissement de l'activité économique mondiale, ont déclaré les ministres des finances africains lors d'un point de presse à Washington. Ils ont ajouté que leurs pays sont encore en train de se remettre de la crise précédente et de reconstituer des marges de manœuvre cruciales.

Les ministres ont souligné par ailleurs que l'Afrique appréhende les retombées négatives de la crise de la zone euro, qui risque en particulier d'amputer les recettes d'exportation et les envois de fonds des travailleurs. Ils ont indiqué que, alors qu'un nouveau ralentissement économique se profile, leurs pays sont plus interconnectés que jamais avec leurs voisins et leurs principaux marchés à l'exportation.

Les ministres ont tenu leur point de presse le 24 septembre, en marge de l'Assemblée annuelle FMI–Banque mondiale 2011, peu après la publication des [dernières prévisions économiques mondiales](#), selon lesquelles l'économie mondiale est dans une nouvelle phase périlleuse. L'activité économique mondiale s'est affaiblie et est devenu plus inégale, la confiance s'est effondrée depuis peu et les risques de dégradation s'accroissent. Le rapport du FMI note que les pays émergents sont confrontés à des flux de capitaux encore plus volatils et, comme les pays en développement, à des marchés à l'exportation mouvants.

Le ministre des finances de la Tanzanie, M. Mustafa Mkulo, a relevé un consensus croissant sur l'idée que la majorité des pays qui commercent avec l'Afrique et l'aident à se développer — les pays avancés — vont sans doute subir à nouveau un grave ralentissement économique. «Nos pays sont plus interconnectés que jamais à bien des égards, par tout un faisceau de flux commerciaux et financiers», a-t-il déclaré. «Dans ces conditions, les risques auxquels sont exposés les pays africains, d'Afrique de l'Est en particulier, sont considérables.»

Des politiques énergiques

M. Mkulo a rappelé qu'il y a trois ans, l'Afrique a été durement éprouvée par la crise économique mondiale, car la demande à l'exportation a chuté et les flux financiers se sont taris. «Nos actions collectives et bilatérales ont permis d'éviter à nos pays une récession plus profonde. Nos politiques énergiques ont pu prendre appui sur des volants de ressources budgétaires et de réserves de change. Les mesures anticycliques que nous avons prises ont donc permis d'inverser rapidement les tendances négatives.»



M. Mkulo (Tanzanie): «nos pays sont plus interconnectés que jamais, par tout un faisceau de flux commerciaux et financiers.» (photo FMI)

Les retombées économiques de la crise de la zone euro et des problèmes que connaissent d'autres pays avancés pourraient être plus lourdes et plus graves que lors de la précédente crise, a ajouté M. Mkulo. « Nos pays sont encore en train de se remettre de la crise précédente et de reconstituer des marges de manœuvre cruciales. Il y a lieu de craindre que les progrès modérés que nous avons faits dans la voie de quelques-uns des [objectifs du Millénaire pour le développement](#) soient laminés par la nouvelle crise économique mondiale.»

Le ministre des finances de la Gambie, M. Mambury Njie, a noté que dix ans de bonnes politiques économiques avaient permis aux pays africains de résister à la crise économique mondiale de 2008–09. L'évolution récente de la conjoncture est cependant porteuse de lourdes menaces pour l'Afrique subsaharienne, du fait surtout des tensions accrues sur la balance des paiements, de la baisse de la demande à l'exportation et de la diminution des recettes publiques.

«Les risques sont encore plus grands cette fois-ci, parce que nous avons utilisé une grande partie de nos volants de manœuvre macroéconomiques, en particulier les marges budgétaires et les réserves de change, pour amortir les effets de la crise,» a déclaré M. Njie.

Chute des recettes d'exportation

M^{me} Cristiana Duarte, Ministre des finances du Cap-Vert, a signalé que son pays a ressenti l'effet de la crise mondiale sur ses comptes extérieurs, en raison principalement de la chute des recettes d'exportation, ainsi que des envois de fonds des travailleurs. Quatre-vingt-dix



M. Njie (Gambie) : «les risques sont encore plus grands cette fois-ci, parce que nous avons utilisé une grande partie de nos volants de manœuvre macroéconomiques » (photo FMI)

pour cent des exportations du Cap-Vert vont en Espagne, en Italie et au Portugal, de sorte que cette nation insulaire africaine est particulièrement vulnérable à la crise de la zone euro. «Notre économie est ouverte, alors la crise internationale frappe durement le Cap-Vert,» a-t-elle expliqué.

Les autorités cap-verdiennes ont entrepris de soutenir la demande en promouvant les investissements publics, a expliqué M^{me} Duarte.

Le déficit et la dette ont augmenté, mais dans des limites raisonnables. Le gouvernement a décidé de ne contracter que des emprunts concessionnels et de ne pas s'adresser aux banques commerciales.

M. Ponyo Mapon Matata, Ministre des finances de la République démocratique du Congo, a déclaré que les prolongements de la crise mondiale ont des effets néfastes sur les pays en développement. Le gouvernement congolais s'efforce de maintenir son budget dans des limites compatibles avec la stabilité macroéconomique. «Malgré la conjoncture difficile, nous essayons, à coup de mesures prudentes, d'améliorer les infrastructures de base, ainsi que la santé et l'éducation publiques.»

Les ministres ont appelé les pays avancés à agir dans l'urgence pour parer au nouveau ralentissement qui menace l'économie mondiale.

«Aujourd'hui plus que jamais, les instances politiques des pays avancés doivent relever le défi économique actuel en prenant sans tarder les mesures requises pour remédier aux faiblesses des bilans des banques et des ménages afin de faire renaître la confiance et d'éviter une récession mondiale,» a déclaré M. Njie.



M^{me} Duarte (Cap-Vert): «Notre économie est ouverte, alors la crise internationale frappe durement le Cap-Vert,» (photo FMI)

Il a aussi ajouté que, compte tenu de la marge de manœuvre macroéconomique limitée des pays africains, «il faut que la communauté internationale soit prête à fournir plus de financements concessionnels et de conseils aux passants innocents qui subissent les effets de la crise.»

Déficit d'infrastructures

Les ministres ont évoqué d'autres stratégies pour amortir l'impact du ralentissement persistant de l'activité économique mondiale, en remédiant au déficit d'infrastructures de l'Afrique et en y améliorant la sécurité alimentaire.

M. Matata a expliqué aux journalistes que les problèmes d'infrastructures de l'Afrique aggravent les effets de la hausse des cours des denrées alimentaires. Le remède à cette hausse du coût de la nourriture consiste à doper la production intérieure et à remédier aux goulots d'étranglement de l'offre de produits agricoles sur l'ensemble du continent. La construction de meilleures routes pour acheminer les produits jusqu'aux marchés est un premier pas essentiel dans cette direction.

M. Njie a indiqué que la Gambie compte accroître les ressources consacrées aux investissements infrastructurels dans le secteur agricole. «Nous donnons la priorité à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, compte tenu de la récente hausse des prix alimentaires.»



M. Matata (RDC) : «au lieu que chaque État cherche des solutions spécifiques pour son économie, il faudrait élaborer des projets communs» (photo: Banque mondiale)

M. Njie a décrit le programme d'investissement engagé pour doper la contribution de l'agriculture au PIB et assurer la sécurité alimentaire en ciblant les investissements dans la préparation des terres et l'offre d'intrants. L'enveloppe budgétaire que la Gambie réserve au secteur agricole a doublé et continuera à augmenter.

Selon M. Matata, le problème infrastructurel majeur de l'Afrique est son déficit d'approvisionnements énergétiques. «Il n'est pas possible de développer l'industrie si l'on n'a pas un approvisionnement en énergie fiable et à la hauteur des besoins.»

Intégration régionale

L'intégration régionale — à l'exemple de la [Communauté de l'Afrique de l'Est](#), la [Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)](#), et la [Communauté de développement de l'Afrique australe](#) — pourraient être la solution au déficit d'infrastructures de l'Afrique, a déclaré M. Matata. Il faut que les pays africains mobilisent leurs partenaires pour le développement à l'appui de projets qui encouragent cette intégration, a-t-il ajouté. «Au lieu que chaque État cherche des solutions spécifiques pour son économie, il faudrait élaborer des projets communs pour produire de l'électricité et approvisionner l'ensemble de la sous-région, voire même au-delà.»

M. Mkulo a indiqué que l'énergie est un problème en Tanzanie, où les coupures d'électricité sont fréquentes. «Si nous améliorons la situation énergétique, nous améliorerons la production. Si nous améliorons la production, nous améliorerons l'emploi. Et si nous créons plus d'emplois, nous créerons plus de croissance économique,» a-t-il déclaré.

M. Mkulo a suggéré que si la communauté internationale pouvait investir dans le secteur énergétique de la Tanzanie, la situation pourrait s'améliorer. Il a ajouté que la Tanzanie a décidé d'ouvrir ce secteur à la participation des investisseurs privés.